

Dans ce numéro vous trouverez:

L'IPE dans le monde

L'IPE dans les Régions

- Afrique
- Asie-Pacifique
- Europe & CEI
- Amérique latine & Caraïbes

Publications & moyens

Nouvelles concernant le personnel

L'espace IPE sur

Teamworks

Rapport d'étape annuel 2011 de l'IPE



Liens clés:

Site Web de l'IPE

L'espace IPE sur

Teamworks

Message des codirecteurs de l'IPE

Chers amis et collègues de l'IPE,

L'IPE se trouve à une étape à la fois intéressante et passionnante de sa maturité et de son développement. Le programme dispose à l'heure actuelle de quatre stratégies régionales IPE qui s'appuient sur les expériences nationales de plus de 20 pays et celles de la coopération Sud-Sud en matière d'échange des pratiques optimales, ce qui reflète le renforcement significatif qu'il a connu au niveau de nos équipes régionales et des agences respectives du PNUD et du PNUE. Les stratégies régionales témoignent de l'existence d'une demande sans cesse plus forte en matière de prise en compte et d'intégration tant de la viabilité environnementale que des politiques favorables aux pauvres dans la planification du développement à travers la prestation de services de haute qualité conçus par les Équipes IPE. L'IPE s'attaque chaque jour davantage aux défis liés à l'intégration de problématiques en vue d'assurer un impact positif des politiques et plans sur les collectivités démunies et vulnérables et de faciliter davantage l'intégration des enseignements tirés dans le débat international sur les politiques.

L'IPE est un programme mondial qui effectue sa transition vers une nouvelle phase (2013-17), le terme de sa phase actuelle d'extension étant prévu d'ici à mi-2013. Le Fonds pour l'environnement mondial et la pauvreté et les équipes régionales poursuivent des efforts en vue de l'élaboration du projet de document afférent cette prochaine phase 2013-2017 et ont mis au point des stratégies régionales reposant sur les besoins nationaux. L'examen fonctionnel de l'IPE qui a été récemment soumis à son Conseil d'administration conjoint en vue d'assurer une meilleure efficacité et efficience de son modèle opérationnel au cours de la phase à venir en s'appuyant sur les conclusions tirées par la revue à mi-parcours effectuée en 2011 a aussi contribué au renforcement de cette phase. La 4e réunion annuelle du Groupe de pilotage des bailleurs de fonds récemment tenue à Genève a accordé une attention particulière aux questions clés liées à la prochaine phase, notamment à la question de savoir comment approfondir l'engagement au niveau des pays participant actuellement au programme IPE, et comment tirer parti des résultats obtenus et des leçons apprises à ce jour. Au plan institutionnel, des bases ont été jetées en matière de prise en compte du lien pauvreté-environnement dans les processus de développement national. C'est dire que nous devons maintenant nous employer de manière inclusive et durable à relever les défis liés à la mise en œuvre.

Au niveau de la Fondation, nous poursuivons notre collaboration avec la famille IPE en vue d'assurer la transition du programme vers sa nouvelle phase. La pertinence de l'IPE est clairement affichée dans le programme de développement consécutif à la Conférence de Rio+20 et dans celui de l'après 2015 en évolution constante. Nous entendons poursuivre encore dans la nouvelle phase notre engagement et notre travail fructueux aux plans mondial, régional et national, et espérons que vous apprécierez ce nouveau numéro du Bulletin de l'IPE.

George Bouma et Isabell Kempf

L'IPE dans le monde

La 4e réunion du Groupe de pilotage des bailleurs de fonds du programme conjoint IPE PNUD-PNUE

[Octobre 2012] La 4e réunion du Groupe de pilotage des bailleurs de fonds du programme conjoint PNUD-PNUE a eu lieu à Genève le 4 octobre 2012. Elle avait pour objectifs majeurs de présenter et de discuter d'une part les résultats obtenus à ce jour, et d'autre part le projet de proposition de programme conjoint de la phase 2013-2017. Des représentants de la Belgique, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suède, de la CE, du Royaume-Uni, des États-Unis, du PNUD (Groupe de l'énergie et de l'environnement et Groupe de lutte contre la pauvreté) et du PNUE (Division de la mise en œuvre de la politique environnementale et Division de la coopération régionale) ont pris part à cette réunion. Les participants ont mis en exergue le ferme engagement des institutions et des organismes bailleurs de fonds en faveur de la poursuite du programme IPE jusqu'en 2017 et de sa transition d'un programme mondial assurant la promotion de l'intégration des problématiques P-E aussi bien au niveau des organisations que des cadres de politiques nationales vers la mise en œuvre des plans et budgets y afférents ainsi que des recommandations portant sur la finalisation du projet de proposition de programme conjoint 2013-2017. Les actions majeures convenues portent notamment sur la présentation aux organismes bailleurs de fonds, dans un style journalistique/et de façon succincte, des principaux résultats atteints sur le plan de l'Extension du programme IPE d'une part, et d'autre part sur la révision du cadre des résultats 2013-2017, et ce, d'ici la fin de 2012 avec l'appui des partenaires IPE afin de permettre l'approbation de la prochaine phase du programme au plus tard au 1er trimestre 2013. Pour de plus amples informations, veuillez contacter victoria.luque@unep.org.

Organisation par l'IPE d'un Atelier mondial visant à examiner l'état d'avancement de la nouvelle phase (2013-2017) et à en assurer la planification



[Août 2012] Du 9 au 12 juillet 2012, l'IPE a organisé à Nairobi son atelier mondial auquel ont notamment participé les Équipes IPE de Nairobi et de New York, quatre régions (Afrique, Asie-Pacifique, Europe & Asie centrale, et Amérique latine), ainsi que le personnel du PNUD et du PNUE dont les activités sont liées à des domaines techniques pertinents, qui se sont retrouvés pour examiner l'état d'avancement de la prochaine phase 2013-2017 et pour en assurer la planification. C'est à M. Aeneas Chuma, Coordonnateur résident de l'ONU à Nairobi et Représentant du PNUD auprès

du PNUE, et à Dr. Ibrahim Thiaw, Directeur de la Division chargée de la mise en œuvre de la politique environnementale du PNUE, qu'il est revenu d'ouvrir l'évènement. Les discussions ont été axées sur les résultats du Sommet de Rio+20, les opportunités inhérentes aux secteurs de l'économie verte émergente et des changements climatiques, et sur la nécessité de maintenir la vocation de l'IPE, d'améliorer le processus de S&E afin de mieux démontrer les impacts et les mutations, de synthétiser les résultats et l'expérience en matière d'intégration au niveau des différents pays, et de renforcer la visibilité de l'IPE. Les sessions ont bénéficié des contributions et des interconnexions fournis par les spécialistes du PNUE et du PNUD, et les sessions thématiques ont examiné et défini les domaines potentiels de collaboration et d'intégration, notamment entre l'IPE et l'économie verte, les changements climatiques, les produits chimiques, la consommation et la production durables, l'évaluation écosystémique, la prise en compte de la problématique hommes-femmes, les approches basées sur les droits de l'homme, et les protections environnementales et sociales. [\[Rapport de l'atelier\]](#)

L'IPE au Sommet de Rio+20

[Juin 2012] Le 21 juin 2012, l'IPE a organisé un évènement en marge de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20). L'évènement, qui avait pour thème "Un catalyseur de changement", a enregistré plus de 80 participants dont des représentants gouvernementaux, des agences de l'ONU et la société civile. Des représentants de haut niveau du Bhutan, du Rwanda et de l'Uruguay ont présenté les expériences et réalisations de leurs programmes nationaux IPE, notamment les éléments constituant l'assise d'une économie verte inclusive, les cadres institutionnels et les politiques qui contribuent effectivement à la réduction de la pauvreté et une gestion efficace de l'environnement. M. Karma Tshiteem, le Secrétaire de la Commission du bonheur national brut du Bhutan a expliqué comment les liens pauvreté-environnement avaient été intégrés avec succès dans le plan quinquennal de développement holistique de son pays. M. Stanislas Kamanzi, le ministre de l'Environnement et du domaine du Rwanda a fait remarquer que l'IPE a contribué à l'augmentation de l'énergie renouvelable à travers la restauration des terres humides, et a expliqué comment cela avait à son tour contribué à la mise en place d'un système permanent de planification intersectorielle du développement. M. Jorge Rucks, le ministre du Logement, du domaine et de l'environnement de l'Uruguay a affirmé que compte tenu de la réussite du projet pour un travail décent au sein du secteur du recyclage des déchets bénéficiant de l'appui de l'IPE, ce projet sera reconduit au niveau d'autres zones urbaines. M. Heikki Holmas, le ministre chargé du développement international de la Norvège a réitéré le soutien ferme des bailleurs de fonds en faveur de l'IPE. Le PNUD et le PNUE ont souligné le lien qui existe entre des exemples pratiques de l'IPE au niveau national et le débat mondial sur le développement durable inclusif, et a mis l'accent sur le fait que lutter efficacement contre la pauvreté revient à protéger l'environnement et les écosystèmes qui revêtent une importance capitale les pauvres.



L'IPE en Afrique

Botswana: Évaluation des ressources naturelles et des écosystèmes / comptabilisation du capital national



[Juin 2012] L'IPE, qui a établi un partenariat avec le programme Comptabilité richesse et évaluation des services écosystémiques de la Banque mondiale (WAVES), est actuellement le secrétariat intérimaire du programme WAVES logé au sein du ministère des Finances et de la planification du développement (MFDP). Le 11 mai 2012, l'IPE et WAVES ont fait un exposé conjoint sur l'évaluation des ressources naturelles au Conseil consultatif économique du Botswana (BEAC) qui a approuvé les travaux effectués sur la comptabilisation du capital national et demandé que des travaux supplémentaires soient effectués sur les comptes eau. Le Sommet sur la durabilité en Afrique a par ailleurs souligné l'importance de l'évaluation des ressources naturelles et des écosystèmes, et ce, dans l'esprit de la Déclaration de Gaborone. Cette action bénéficie de l'appui actif du Responsable chargé de la stratégie nationale (NSO) au sein du cabinet présidentiel. [\[Fiche d'information pays sur le Botswana\]](#)

Burkina Faso: Nouvelle politique nationale sur le développement durable et organisation de l'Atelier sur la jeunesse et les emplois verts

[Septembre 2012] Grâce à l'appui fourni par l'IPE, la politique nationale du Burkina Faso en matière de développement durable ainsi que la législation qui l'accompagne ont été soumises au Parlement. La politique

contribuera au renforcement de la vision du gouvernement sur la croissance verte et le développement durable. Dans la même veine, l'IPE apporte son appui au ministère de l'Économie et des finances dans l'élaboration d'indicateurs du développement durable qui seront destinés au Suivi-évaluation du DSRP.

Du 25 au 27 septembre, l'IPE a organisé à Bobo Dioulasso un atelier autour du thème "Jeunesse et emplois verts", et ce, en tant que partie intégrante de son ambition consistant à promouvoir les activités économiques soucieuses de l'environnement pour une croissance verte durable au Burkina Faso. L'atelier a enregistré plus de 100 participants dont des femmes membres de la coopérative YENTA. Il visait à sensibiliser à la gestion durable et à la problématique de l'utilisation illicite des ressources naturelles. [\[Fiche d'information pays sur le Burkina Faso\]](#)

Malawi: L'IPE apporte son appui à l'élaboration de la Stratégie nationale de communication sur l'environnement et les changements climatiques et contribue à la formulation de la stratégie nationale de développement



[Septembre 2012] Le 30 août 2012, le ministre chargé de la Gestion de l'environnement et des changements climatiques du Malawi, Mme Catherine Gotani-Hara, a procédé au lancement de la Stratégie nationale de communication sur l'environnement et les changements climatiques (NECCCS) qui représente un important outil de sensibilisation à l'importance de la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et des changements climatiques auprès de diverses parties prenantes. La stratégie a bénéficié de l'appui de l'IPE, du Programme national sur les changements climatiques, du Programme Afrique d'adaptation aux changements climatiques (AAP) et de la FAO. La programmation conjointe pratiquée par plusieurs projets est là pour montrer à quel point l'IPE réussit sa collaboration avec d'autres agences et, ce faisant, assure la coordination entre les pays et les bailleurs de fonds tout en garantissant l'efficacité des ressources.

L'IPE apporte aussi sa contribution à la formulation de la « Stratégie de croissance et de développement II du Malawi ». Lors de la Rencontre tripartite IPE-CCP qui a eu lieu le 19 septembre 2012, le gouvernement du Malawi a exprimé sa satisfaction quant à la mise en œuvre du Projet IPE et salué ses contributions à la formulation de la stratégie nationale de développement, notamment au chapitre sur les Changements climatiques et la Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (ENRM). L'évaluation économique effectuée par l'IPE sur l'Utilisation durable des ressources naturelles au Malawi a servi de bien-fondé à l'impératif qu'il y avait pour le pays d'investir dans l'ENRM et les Changements climatiques. Compte tenu de l'existence d'une évaluation économique et autres études mises en chantier par l'IPE, les liens pauvreté-environnement sont de plus en plus au centre des discussions dans les médias, tel que le reflètent des articles comme celui intitulé '[Le PIB du Malawi enregistre annuellement des pertes de 32 milliards de kwachas du fait de l'utilisation non durable de ses ressources naturelles](#)' publié le 12 avril 2012 dans le journal 'The Nation'. [\[Fiche d'information pays du Malawi\]](#)

Mozambique: Le gouvernement accueille favorablement la Revue des dépenses publiques environnementales par l'IPE et le Projet de développement humain vert fait progresser l'IPE

[Septembre 2012] Le gouvernement du Mozambique a accueilli favorablement la Revue des dépenses publiques environnementales (PEER) récemment soumise au titre de 2005-2010 et commandée par le ministère chargé de la Coordination des affaires environnementales (MICOA). La PEER procède à l'analyse

des allocations budgétaires faites par divers secteurs aux activités environnementales ainsi que des tendances en matière de dépenses environnementales au sein des différents secteurs pour voir si celles-ci sont en adéquation avec les plans et priorités nationaux de développement. Le MICOA a signalé que le rapport lui sera très utile dans son plaidoyer en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires pour l'environnement. La revue a été déjà suivie d'une session de formation de trois jours sur les revues des dépenses publiques organisée à l'intention de 28 planificateurs de divers secteurs tant au niveau provincial qu'au niveau central. La session de formation a été animée par le consultant national de la PEER, le ministère des Finances, celui de l'Agriculture et le MICOA. Les participants ont fait remarquer que leurs capacités en matière de revue des dépenses publiques ont été renforcées et qu'ils espèrent participer ultérieurement à des sessions de formation similaires.

À l'issue du processus UNDAF 2012-2015 du Mozambique qui a vu la prise en compte réussie des liens pauvreté-environnement (P-E) dans le pilier économique, l'IPE et le Programme Afrique d'adaptation aux changements climatiques ont élaboré le Projet de développement humain vert (DHV). L'accord y afférent a été signé, et son lancement est intervenu en septembre 2012. Le DHV a pour principal objectif « d'appuyer les institutions publiques, les organisations de la société civile, le secteur privé et les divers groupes cibles pour une gestion plus efficace de leurs ressources naturelles, et d'assurer le renforcement des capacités en vue d'un développement humain vert. » En tant que tel, il fera suite aux initiatives prises dans le cadre de la Phase II de l'IPE et servira de passerelle pour le passage à la Phase III, ce qui nécessitera, d'une part, l'engagement d'autres parties prenantes diverses et le renforcement des capacités des cellules environnementales en matière de prise en compte des liens P-E dans leurs plans, et d'autre part, l'élaboration d'indicateurs P-E à intégrer dans les cadres de Suivi-évaluation des politiques nationales de développement.. [\[Fiche d'information pays sur le Mozambique\]](#)

L'IPE dans la Région Asie / Pacifique

L'IPE organise des Ateliers régionaux sur le Développement inclusif et vert au niveau de la Région Asie / Pacifique



[Août 2012] Dans le cadre de deux ateliers de haut niveau organisés autour du thème de l'économie et du développement verts et inclusifs, le Bhoutan a accueilli des participants originaires de huit pays de la Région Asie / Pacifique. Dans son allocution liminaire, le ministre du Travail et des ressources humaines du pays, Lyonpo Dorji Wangdi, a mis en exergue les ressources environnementales en tant qu'atout vital en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Les ateliers, qui avaient pour thèmes "Créer un impact en faveur d'une économie inclusive plus verte – Leçons

tirées et voie à suivre par le programme Initiative pauvreté-environnement de la Région Asie / Pacifique (IPE)" et "Instruments économiques pour le développement vert", ont été organisés par le PNUD et le PNUE sur la période du 9 au 13 août 2012 dans le cadre du programme conjoint Initiative pauvreté-environnement et du Réseau sud-asiatique pour le développement et l'économie environnementale (SANDEE). Ils ont jeté les bases du passage de l'IPE à une nouvelle phase (2013-17), et les pays sont entrain d'effectuer leur transition vers une étape de mise en œuvre et de renforcement des capacités. Au nombre des participants figuraient entre autres des décideurs de haut niveau des gouvernements du Bangladesh, du Bhoutan, de la République démocratique populaire du Laos, des Philippines et de la Thaïlande, et trois agences des Nations unies : le

PNUD, le PNUE, et le Fonds d'équipement des Nations unies. [[Rapport de l'atelier: 'Making an Impact for a Greener, Inclusive Economy'](#); [Communiqué de presse du PNUD](#) ; [Communiqué de presse du PNUD-Bhutan](#) ; [Site Web du SANDEE](#)]

Bhutan: Nouvelle vidéo sur le Développement durable présentant les activités de l'IPE

[Septembre 2012] Le Bhutan, un petit pays montagneux niché dans l'Himalaya, est un chef de file mondial en matière de développement écologiquement durable. Ses fondements sociaux, économiques, politiques et spirituels sont ancrés dans le concept du Bonheur national brut. En d'autres termes, il s'efforce de réaliser un développement socio-économique équitable, la préservation de la culture, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. Pour ce faire, le programme de l'Initiative pauvreté-environnement du PNUD-PNUE en place dans le pays permet de s'assurer que les considérations écologiquement durables demeurent une partie intégrante de ses plans nationaux de développement. Le programme "offre une plate-forme idéale pour la création de conditions propices à la réduction de la pauvreté et à la viabilité environnementale", a dit Lyonpo Dorji Wangdi, le ministre du Travail et des ressources humaines. Le Bhutan s'est engagé à réaliser la neutralité carbone, et les considérations environnementales sont ancrées dans sa Constitution, y compris l'exigence que le pays conserve 60 pour cent de ses terres sous forme de forêts. Cette courte vidéo donne un instantané de ce que signifie pour le pays le "verdissement" de son plan national. Elle est accessible en cliquant [ici](#). [[Fiche d'information pays du Bhutan](#)]



RDP du Laos: Élaboration d'un accord type de concession agricole



[Juin 2012] L'IPE-RDP du Laos a entrepris l'élaboration d'un contrat type de concession agricole. Entre 2005 et 2010, le pays a approuvé plus de 300 investissements étrangers directs importants au sein de son secteur agricole, notamment en ce qui concerne la production du caoutchouc, du bois d'œuvre et de la canne à sucre. Le secteur compte pour 13 % de l'ensemble des IED enregistrés depuis 2010. Les contrats peuvent jouer un rôle clé visant à influencer la façon dont les risques, coûts et avantages sont équitablement répartis entre l'investisseur, le gouvernement et les populations locales. Cette activité est appuyée par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et

par des juristes chevronnés en matière de rédaction d'accords de concession. En novembre 2011, l'IPE a mené des consultations au niveau de parties intéressées auprès de l'ensemble des ministères clés, des partenaires au développement et des associations de la société civile. Quant à l'IIED, celui-ci a effectué une revue préliminaire des accords et concessions actuellement en place sur les plantations, laquelle a été présentée à l'occasion d'un atelier consacré aux leçons retenues organisé en février 2012. Ces rencontres ont suscité d'importants échanges de vues et un grand intérêt chez les parties prenantes. L'accord type de concession permettra de tirer le meilleur parti économique d'un contrat et de renforcer les dispositions de protection sociale et de l'environnement. Il vise à optimiser le développement inclusif, à promouvoir la transformation locale et la valorisation des produits, à multiplier de façon optimale les chances d'accéder aux moyens de subsistance et à optimiser les recettes publiques. . [[Fiche d'information pays pour la RDP du Laos](#)]

Népal: Intégration du Système de code budgétaire des changements climatiques dans le processus de planification nationale

Le Népal a procédé à l'intégration d'un système de code budgétaire dans son processus de planification nationale. Ce système sera appliqué à compter de l'exercice 2012/13. Cette pratique politique a été lancée en tant qu'action de suivi des recommandations de la Revue institutionnelle et des dépenses publiques environnementales (CPEIR) menée dans le cadre du programme IPE dans le pays. La Commission nationale de planification (NPC), en consultation avec le ministère de l'Environnement (MOE), a décidé d'adopter le système de code budgétaire en vue de faciliter le suivi des dépenses environnementales publiques. Afin de permettre l'application concrète des critères, un atelier résidentiel de deux jours a été organisé à l'intention de 10 ministères dont celui des Finances (MOF), et de 18 départements. Cet atelier a comporté des sessions pratiques visant à assurer le codage de chacun des programmes envisagés au niveau de l'ensemble des départements. Un processus réalisable, dont a convenu l'ensemble des participants, a été mis en place aux fins de recourir dès cette année au système de codage. [\[Fiche d'information pays du Népal\]](#)

Philippines: L'IPE apporte son appui au pays dans ses efforts visant à observer les normes EITI au sein de son secteur minier



[Septembre 2012] Fortes de l'appui de l'IPE, les Philippines s'efforcent d'obtenir leur intégration sur la liste des pays qui ont souscrit à l'[Initiative pour la transparence dans les industries extractives](#) (EITI), et ce, afin de promouvoir la transparence au sein du secteur minier controversé du pays. L'EITI est une norme mondiale qui assure la promotion de la transparence dans la gestion des recettes du secteur des industries extractives. Elle dispose d'une méthodologie à la fois robuste et souple de suivi et de réconciliation des paiements des entreprises et des recettes publiques au niveau national. Une fois qu'elles deviendront un pays répondant aux normes de l'EITI, les Philippines seront le second pays de l'ASEAN à mettre en œuvre un processus annuel efficace de divulgation et de réconciliation de l'ensemble des recettes générées au niveau de leur secteur extractif, permettant ainsi à leurs citoyens de voir les gains réalisés auprès des entreprises pétrolières, gazières et minières. Sous la présidence d'Aquino, la première étape du processus de l'EITI a été atteinte avec l'adoption en juillet du décret-loi No. 79 définissant la politique minière du gouvernement et qui exigeait de diverses parties prenantes du secteur minier d'obtenir l'agrément de l'EITI. L'adhésion à l'EITI est aussi devenue une partie intégrante du Plan 2010-2016 de développement des Philippines (PDP). [\[Cliquez ici pour lire l'intégralité de l'article\]](#)

L'IPE en Europe & dans la CEI

Organisation par l'IPE à Bratislava de l'Atelier régional pour l'Europe et la CEI



[Septembre 2012] L'Atelier régional de l'IPE pour l'Europe et l'Asie centrale s'est déroulé du 11 au 12 septembre à Bratislava, en Slovaquie. Il visait à faire part des résultats de l'IPE et des leçons tirées des programmes nationaux en cours, et à discuter des besoins, priorités et approches liés à la nouvelle phase de l'IPE. Il devait mener la réflexion à la fois sur les stratégies mondiales actuelles de développement (Rio+20) et sur les particularités de la région. Plus de 40 participants ont pris part à cet atelier, notamment des responsables chargés de la planification, des finances et de l'environnement originaires de cinq pays de la région, à savoir le

Tadjikistan, le Kirgizstan, l'Arménie, la République de Moldova et l'Albanie, ainsi que des représentants de la société civile, le PNUD et le PNUE. Pour la première fois, l'atelier a regroupé des pays abritant des programmes IPE en cours d'exécution tout comme des pays pouvant potentiellement adhérer à l'IPE. L'atelier a permis de faire part des résultats et des leçons tirées. Il a aussi permis de définir, en ce qui concerne la Phase II (2013-2017), l'orientation future et les domaines d'intervention prioritaires des programmes et interventions nationaux de l'IPE. [[Rapport de l'atelier](#); [Documents de l'atelier](#); [Documents de l'atelier](#); [Blog contenant des entretiens filmés](#)]

Kyrgyzstan

Élaboration par des experts d'indicateurs destinés à l'évaluation de la croissance "verte" au Kyrgyzstan

[Septembre 2012] À Bichkek, les 18 et 19 septembre, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et l'IPE ont conjointement organisé la table ronde nationale sur l'Évaluation des capacités statistiques de la République kyrgyzze afin d'assurer le suivi des indicateurs sur l'état d'avancement de l'économie "verte" fondée sur l'expérience de l'OCDE." L'évènement a rassemblé des représentants de ministères et d'agences participant au "verdissement" de l'économie kyrgyzze. Les experts ont passé en revue les questions portant sur l'élaboration de ces indicateurs en vue de promouvoir leur intégration dans le système statistique et de suivi. Cette action fait suite aux travaux entrepris par l'OCDE. À l'issue des discussions, un projet de matrice d'indicateurs a été adopté en vue d'assurer le suivi du processus de développement "vert" au Kyrgyzstan. [[Voir le communiqué de presse](#)]



Élaboration de la stratégie et du plan d'action révisés de l'IPE en vue de l'intégration des liens P-E dans les stratégies et budgets de développement

[Septembre 2012] Suite à la mise en place de mécanismes interministériels IPE fortement engagés et dévoués tant au haut niveau politique que sur le plan technique inférieur, la stratégie et le plan d'action révisés de l'IPE pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les stratégies et budgets de développement ont été élaborés dans le cadre du document de projet national IPE, ce qui émane d'une part de la consultation les 7 et

8 juillet des groupes de travail interinstitutions et d'experts récemment mis en place dans la province d'Issyk-Kul et, d'autre part, de la concertation qui a été menée avec l'Équipe régionale. [Voir le [Mémoire](#) de l'Atelier organisé à Issyk-Kul]

Visite de représentants du District de Suusamyр dans la Région de Naryn en vue de partager leurs expériences en matière de 'Comités de gestion des pâturages dotés de systèmes d'information'

[Août 2012] L'IPE et le projet PNUD-FME de "Démonstration de la gestion durable des pâturages dans la Vallée du Suusamyр" ont organisé deux visites d'échange entre les autorités locales et les comités de gestion des pâturages des deux zones pilotes IPE : la Région de Naryn et la Vallée du Suusamyр. Le voyage d'étude sur Naryn a eu lieu en juillet et celui sur Suusamyр en août, et ont permis aux participants de s'imprégner des pratiques optimales en matière de mise en œuvre du système d'information des 'Comités de gestion des pâturages'. Ce système, qui a été adopté et testé au sein de l'administration rurale de Suusamyр, s'est imposé comme un instrument efficace de gestion opérationnelle des pâturages et a fait l'objet de recommandation par le ministère de l'Agriculture en vue de sa duplication et de sa mise en œuvre dans d'autres régions de la république. Le système permet d'assurer une gestion opérationnelle et efficace des pâturages ainsi que le suivi de leur état et de leur dégradation. Les visites d'échange ont débouché sur la décision de reproduire dans la Région de Naryn l'expérience des 'Comités de gestion des pâturages dotés de systèmes d'information' et d'en mettre cinq en place. [Voir les Mémoires sur le [voyage d'étude effectué à Naryn](#) et le [voyage d'étude effectué à Suusamyр](#)]



L'IPE apporte son appui à la formation conjointe en matière de journalisme environnemental à Issyk-Kul

[Octobre 2012] L'IPE et le groupe thématique "Environnement et DRM" du PNUD ont organisé du 28 au 30 septembre à Issyk-Kul, à l'intention de près de 30 journalistes, une session de formation conjointe en journalisme environnemental. Cette action avait pour but de renforcer les capacités des journalistes pour en faire des communicateurs efficaces et des agents du changement pour un développement durable. Pour reconnaître la couverture exceptionnelle des questions environnementales en République kyrgyze, le groupe thématique 'Environnement et DRM' du PNUD a annoncé un concours de journalisme environnemental qui portera sur les thèmes suivants: les changements climatiques, la gestion des risques liés au climat, le lien pauvreté-environnement, et le thème de l'économie verte et du développement durable. [Pour de plus amples information, voir le [Site Web](#)]

Tadjikistan

L'IPE apporte son appui au processus d'élaboration de la Stratégie de développement à moyen terme (MTDS) du pays

[Août 2012] L'IPE collabore avec le ministère du Développement économique et du commerce et avec d'autres parties prenantes à l'élaboration de la Stratégie de développement à moyen terme (MTDS) 2013-2015. À ce jour, l'IPE a présenté à l'équipe pluridisciplinaire d'experts la méthode d'intégration des liens P-E, convenu avec elle de la portée communes des activités, lui a fourni des orientations informelles détaillées sur la prise en

compte des liens P-E, soumis la première série de recommandations concrètes à examiner au niveau de la MTDS dans chaque domaine et secteur prioritaires pertinents, et défini les critères d'évaluation de l'efficacité et des résultats du processus d'intégration des liens P-E qui sera mis en œuvre dès l'adoption de la version finale de la MTDS.

Formation de responsables de ministères clés en matière de Suivi-évaluation des indicateurs P-E

[Juillet 2012] Le 04 juillet 2012, une session de formation a été organisée à l'intention des responsables chargés de l'activité de Suivi-évaluation au sein des ministères clés, notamment au sein du ministère du Développement économique et du commerce (MEDT). Il s'agissait de renforcer les capacités de ces responsables en matière de formulation et de suivi des indicateurs P-E, et d'évaluer les progrès accomplis par rapport à ces objectifs. Étant donné que la prochaine génération de Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) est en cours d'élaboration, c'est là est une occasion qui s'offre à l'IPE-Tadjikistan de s'impliquer davantage dans ce processus qui représente un point d'entrée clé permettant de s'assurer que les questions relatives aux liens pauvreté-environnement sont prises en compte dans le processus d'élaboration de la SRP.

L'IPE apporte son appui à des sessions de formation organisées à l'intention des journalistes en vue de la sensibilisation aux liens pauvreté-environnement



[Août 2012] Avec l'appui de l'IPE, des sessions de formation de deux jours ont été organisées à l'intention de journalistes et de rédacteurs en chef de publications sur l'environnement autour du thème "Couverture médiatique efficace des liens pauvreté-environnement". Ces sessions de formation se sont déroulées les 28 et 29 juin à Khujand et les 21 et 22 août à Dushanbe, et ont permis aux participants d'apprendre à connaître les outils pratiques de sensibilisation à la dégradation de l'environnement et à son

impact sur le bien-être des populations.

Document de politique générale IPE: Coût économique de la dégradation des terres agricoles Tadjikistan

[Septembre 2012] L'étude sur le "Coût économique de la dégradation des terres agricoles au Tadjikistan" s'efforce pour la première fois de présenter l'importance que revêt la compréhension de la gamme complète des coûts liés aux pratiques actuelles de gestion des terres. Il en ressort que le coût économique de la dégradation des terres assotie de la production non réalisée sur les terres agricoles dégradées et non utilisées se situe dans l'ordre de 1 946 millions de somonis (soit 442 millions de dollars EU) – ce qui, en 2010, représentait 7,8% du PIB du Tadjikistan. L'étude est favorable à la poursuite des efforts visant à déterminer l'avantage économique induit par l'adoption de politiques alternatives de gestion durable des terres (GDT) à travers le Tadjikistan. Le document de politique générale, qui est une synthèse de l'étude, est disponible en langues [anglaise](#), [russe](#) et [tadjike](#). L'intégralité du rapport sera disponible d'ici la fin de l'année.

L'IPE en Amérique latine & dans les Caraïbes

Organisation par l'IPE d'un atelier régional à Panama City



[Septembre 2012] L'atelier s'est déroulé les 17 et 18 septembre à Panama City, animé par les équipes régionales du PNUE et du PNUD. Son ouverture a été assurée par Mme Isabell Kempf (Co-directrice de l'IPE), Mme Margarita Astralaga (Directrice régionale, PNUE/ROLAC), et par M. Freddy Justiniano (Directeur du programme régional du PNUD) qui ont présenté les grandes lignes des questions qui devaient être au centre des discussions. M. Gabriel Labbate (PNUE/IPE), M. Koen Toonen (Coordonnateur régional de l'IPE), Stefano Pettinato (Cellule pauvreté / PNUD) ont été au nombre des autres intervenants

clés qui ont donné un aperçu sur l'initiative et sur son fonctionnement. L'impératif d'accorder une attention particulière aux questions liées à la pauvreté et à l'environnement et la nécessité de cerner le lien qui existe entre eux ont été érigés en priorités. L'atelier constituait l'étape préparatoire à la nouvelle phase de l'IPE (2013-2017) au niveau de la région. Les représentants de l'Uruguay et de la République dominicaine ont fait part de leur expérience en ce qui concerne leur participation au programme IPE, et ce, depuis la période de l'élaboration des plans nationaux jusqu'à leur mise en œuvre. Les représentants du Paraguay, du Guatemala et du Pérou ont exposé leurs propositions initiales qui ont été davantage peaufinées au cours de l'atelier en tirant parti de l'expérience des deux pays susmentionnés. [\[Rapport de l'atelier\]](#); [\[Exposés faits dans le cadre de l'atelier\]](#)

Guatemala: Phase de la mise en œuvre – Évaluation écosystémique et du bien-être en vue d'éclairer le processus de planification du développement local au niveau du Couloir de la sécheresse

[Août 2012] Suite à l'achèvement en juillet 2012 de l'évaluation de l'état et des tendances des variables écologiques, sociales et économiques clés dans la partie Est du "corridor seco" (Couloir de la sécheresse) du Guatemala oriental, le consortium chargé de l'évaluation écosystémique et du bien-être est actuellement engagé aux côtés des autorités municipales et départementales, tout comme aux côtés de l'Agence nationale de planification du développement (SEGEPLAN), en vue d'assurer le renforcement des processus de prise de décision et de planification du développement de nature à réduire la vulnérabilité, améliorer la



sécurité alimentaire, réduire les inégalités et assurer la poursuite de la prestation des services environnementaux dans le contexte des changements climatiques. Les bassins versants majeurs émanant de la Sierra de la Minas entretiennent trois systèmes agricoles clés de subsistance et de production à l'exportation. Commencée tard en 2011, l'évaluation écosystémique et du bien-être humain est placée sous la direction du Bureau du PNUD pour le Guatemala, et sa mise en œuvre est confiée à une équipe pluridisciplinaire provenant du consortium comprenant la *Fundación Defensores de la Naturaleza* (FDN), *Universidad del Valle de Guatemala* (CEAD-UVG) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) du Guatemala qui travaille en collaboration étroite avec l'Agence nationale de planification du développement (SEGEPLAN), le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (MARN), le ministère de l'Agriculture, le Secrétariat à la Sécurité alimentaire, et le ministère du Développement social. [\[Fiche d'information pays sur le Guatemala\]](#)

Participation de l'IPE à l'atelier du PNUE organisé les 23 et 24 mai 2012 à Port of Spain, Trinidad & Tobago par le projet PROECOSERV autour du thème: "Intégration des services écosystémiques dans la politique générale de développement: Approches et opportunités "

[Juin 2012] L'équipe régionale d'évaluation du Guatemala représentée par des collègues du Fonds mondial pour la nature du Guatemala, l'Agence nationale de planification du développement (SEGEPLAN), et par Gabriel Labbate du PNUE/IPE LAC ont pris part à cet atelier organisé par le Projet des services écosystémiques du PNUE (PROECOSERV) financé par le FME. Alex Forbes de la Fondation pauvreté-environnement a donné une visioconférence sur les expériences acquises par l'IPE dans le domaine des évaluations économiques et écosystémiques servant à éclairer les processus de planification et d'élaboration des politiques. Entre autres, les messages clés issus de l'atelier ont mis l'accent sur la nécessité d'obtenir l'implication des décideurs dès le début des processus afin de s'assurer que les évaluations répondent à un intérêt et à un besoin identifiés et que les conclusions et recommandations sont présentées dans un langage et dans un format facilement compréhensibles et utilisables par les décideurs.

Publications & moyens

Rapport d'étape annuel 2011 de l'IPE



L'année 2011 a été une année critique dans la phase de passage de l'étape de la formulation des arguments en faveur de l'intégration des objectifs liés à la problématique pauvreté-environnement dans les questions de développement clés à celle de la réalisation de cette intégration. Au cours de cette période transitoire, les programmes nationaux IPE ont enregistré un certain niveau de maturité attribuable à la combinaison de mutations intervenues aux plans politique, économique, environnemental, institutionnel et social. Ces mutations, qui ont bénéficié de l'appui de l'IPE, contribuent au changement positif. Ce rapport met en exergue un bon nombre de succès enregistrés tout comme

certaines des difficultés rencontrées dans le cadre des actions menées et qui visaient à favoriser ce changement. Il est accessible en cliquant [ici](#).

Leçons tirées de la mise en œuvre des évaluations écosystémiques: Expériences relatées par des membres du Réseau régional d'évaluation



Le Réseau régional d'évaluation animé par le PNUED-CMSC a publié un rapport intitulé "Leçons tirées de la mise en œuvre des évaluations écosystémiques: Expériences relatées par des membres du Réseau régional d'évaluation." Ce rapport s'inspire de l'expérience acquise par l'IPE au Guatemala, en Thaïlande et au Rwanda, ainsi que de celles de plus de 70 praticiens ayant effectué des évaluations écosystémiques dans plus de 30 pays à travers le monde aux échelons local, national et régional. Il fait état des leçons clés tirées et propose aux promoteurs de nouveaux processus d'évaluation d'actions préliminaires simples et pratiques. Il a pour objectif d'"inspirer les praticiens tout en les aidant à définir des priorités, à prévenir quelques-unes des difficultés courantes, et

à tracer une trajectoire pour l'action." Le rapport est accessible en cliquant [ici](#).

Programme de croissance en milieu rural – Planification au niveau local : Approches et leçons tirées

Financé par le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID), l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et le PNUD, le Programme de croissance en milieu rural (RGP) s'emploie à améliorer l'environnement local pour la croissance économique et la création de revenus et d'emplois, notamment en faveur des femmes et des groupes démunis de la population de la Province du Sughd du Tadjikistan. Cette publication attire l'attention sur la problématique relative à l'efficacité de la planification à moyen terme en vue du développement économique local, et met l'accent sur l'analyse du processus de planification proprement dit, les leçons clés tirées, ainsi que sur les aspects favorisant ou entravant une application généralisée et efficace de la pratique de la planification locale au Tadjikistan. Il s'étend sur les résultats et expériences acquis en matière de planification intégrée pour le développement durable de 14 districts sélectionnés de la Région du Sughd, et met l'accent sur l'impératif de prendre en compte dans la planification économique en milieu rural de questions telles que la préservation de l'équilibre écologique et climatique et l'utilisation durable des ressources naturelles. La publication fait état de l'appui qu'apporte l'IPE à ce processus d'intégration. [[Téléchargez la publication](#)]

Document de réflexion: Qu'est-ce qui motive les institutions à adopter les méthodes de développement intégré?



Le document a été élaboré pour servir de fondement aux efforts déployés par le PNUD en vue d'une prise en compte plus rigoureuse du lien pauvreté-environnement, en réponse à l'[Évaluation menée en 2010 sur la contribution du PNUD à la gestion de l'environnement pour la réduction de la pauvreté : le lien pauvreté-environnement](#) et aux recommandations du Conseil d'administration. L'évaluation recommandait au PNUD de tirer des leçons du passé de l'IPE dans la mesure où le programme représente la bonne pratique et lui sert de modèle quant aux modalités (du point de vue de la programmation) de prise en compte au plan national des priorités environnementales et de celles liées à la pauvreté, en partenariat avec les agences les autres Nations unies. Le document fait la synthèse des leçons tirées de la méthode de l'IPE et de l'attention particulière qu'elle accorde au cadre institutionnel de la planification, de la budgétisation et de l'élaboration des rapports à travers la collaboration avec les ministères de coordination clés. Il ressort des leçons tirées que quoique les contextes de développement et les structures institutionnelles puissent varier, il existe un certain nombre de principes qui sont de nature à rendre les institutions plus aptes à servir de moteur à une évolution orientée vers l'atteinte de résultats plus inclusifs du point de vue social et environnemental. Le document est accessible en cliquant [ici](#).

L'Initiative de partenariat PNUD-PNUE pour la prise en compte de la gestion efficace des produits chimiques dans les processus de planification du développement



La publication donne un aperçu et des informations mises à jour sur les progrès accomplis par l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE pour la prise en compte de la gestion efficace des produits chimiques dans les processus de planification du développement. Elle met l'accent sur les orientations techniques données à travers l'Initiative; les cinq étapes que les pays suivent généralement en vue de l'amélioration des modes nationaux de gestion des produits chimiques ; et sur les activités de l'initiative de partenariat. La publication contient une section sur le thème "Faire le lien avec l'IPE du PNUD-PNUE." L'IPE

entretient une collaboration étroitement avec l'équipe du Groupe Environnement et énergie du PNUD de gestion des produits chimiques et des déchets en vue d'améliorer la prise en compte de la gestion efficace des produits chimiques dans les processus de planification du développement. Elle est disponible en langues [anglaise](#), [française](#) et [espagnole](#).

Expérience comparative: Exemples de méthodes de développement d'une économie verte inclusive dans le cadre de l'appui accordé par le PNUD aux pays

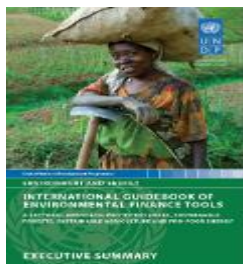


Le rapport du PNUD a été publié lors du Sommet de Rio+20 et a été récemment fait l'objet d'une mise à jour. Il contient plus de 40 résumés succincts d'expérience comparative provenant de toutes les régions, et il en ressort que plusieurs programmes du PNUD répondent aux critères de l'économie verte. Il s'agit notamment de projets se situant dans le cadre de l'Initiative pauvreté-environnement du PNUD-PNUE (IPE), du FME et de son Programme des petites subventions, du Protocole de Montréal, du Programme Afrique Japon-PNUD d'adaptation aux changements climatiques, et autres. Le rapport est accessible en cliquant [ici](#).

Développer une économie verte inclusive pour tous: Opportunités et défis liés aux efforts visant à venir à bout de la pauvreté et des inégalités

Des exemples concrets d'économies vertes montrent qu'il existe de grandes possibilités de réaliser une "triple approche" en matière de croissance économique génératrice d'emplois assortie de la protection de l'environnement et de l'inclusion sociale. Toutefois, il existe des obstacles importants à la matérialisation à grande échelle de ces possibilités. Le développement d'une économie verte inclusive à la fois équitable et durable nécessitera la mise en place de politiques soigneusement conçues ainsi que des investissements ciblés permettant aux pays à revenu faible ou intermédiaire et aux pays faibles d'apporter leur contribution à la phase transitoire ou d'en tirer profit. Ce document conjoint sur le Partenariat pauvreté-environnement vise à encourager le dialogue entre les décideurs des pays en développement, les partenaires au développement et autres parties prenantes sur la meilleure façon d'appuyer les efforts à l'initiative des pays visant à développer des économies vertes inclusives. Le document est accessible en cliquant [ici](#).

Guide international sur les instruments de financement de l'environnement – Une approche sectorielle: Zones protégées, forêts durables, agriculture durable et stratégie énergétique favorable aux pauvres



Le Guide du PNUD donne des orientations en matière de développement et de mise en œuvre des instruments les plus couramment utilisés, utilisables à grande échelle, et à fort impact potentiel. Il a pour but de définir et d'analyser les instruments primaires qui sont déjà en cours d'utilisation et qui peuvent être employés à l'échelon mondial pour promouvoir le développement durable. Les instruments analysés ont été employés avec succès à la fois pour la protection de l'environnement et pour la promotion d'un développement favorable aux pauvres et à caractère essentiellement rural. Ils sont répertoriés au moyen d'une revue réalisée sur plus de 100 études de cas liées au financement de l'environnement dans plus de 30 pays et au sein de quatre secteurs:

stratégie énergétique favorable aux pauvres, zones protégées, agriculture durable et foresterie durable. Le Guide est accessible en cliquant [ici](#).

Note d'orientation sur l'analyse institutionnelle et du contexte



La Note d'orientation du PNUD donne des directives pratiques à ses Bureaux nationaux sur la façon de recourir à l'Analyse institutionnelle et du contexte (AIC) dans l'évaluation de l'environnement propice. Par l'expression 'Analyse institutionnelle et du contexte' s'entend les analyses centrées sur les facteurs politiques et institutionnels, sur les processus d'utilisation des ressources nationales et extérieures dans un contexte donné, et la façon dont celles-ci ont une incidence sur la mise en œuvre des programmes du PNUD et des conseils que ce dernier fournit en matière d'élaboration des politiques. Une AIC est envisagée comme une contribution à la programmation axée sur la façon dont

les divers acteurs au sein de la société, qui sont soumis à différentes mesures d'incitation et contraintes, influent directement sur la probabilité de la réussite des programmes. Cette Note d'orientation contient des idées sur la mise en œuvre de l'AIC à l'échelon national en vue de l'élaboration d'un Programme national (Chapitre 1), sectoriel ou des projets (Chapitre 2). La Note d'orientation est accessible en cliquant [ici](#).

Guide pour une économie verte No. 1: Économie verte, Croissance verte et Développement à faibles émissions de carbone



Ce Guide l'UNDESA vise à donner un aperçu des publications récentes sur l'Économie verte' et sur les concepts connexes de 'Croissance verte' et de 'Développement à faibles émissions de carbone' (et autres variantes telles que le développement à faibles émissions ou la croissance à faibles émissions de carbone). L'aperçu offre un bref historique de ces concepts et regroupe des publications récentes d'organisations internationales, de cellules de réflexion, d'experts, de groupes politiques, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et autres. Il contient aussi les stratégies nationales récemment développées en matière d'économie verte, de croissance verte, et de développement à faibles émissions de carbone. Le Guide est

accessible en cliquant [ici](#).

Aller au-delà du PIB: Comment prendre en compte le capital naturel dans le processus de prise de décision économique



Ce rapport établi par WAVES (Comptabilité richesse et évaluation des services écosystémiques) illustre comment la comptabilisation du capital naturel peut constituer un outil puissant aux mains de décideurs aux prises avec les arbitrages au sein d'une économie en croissance. Un certain nombre de pays ont déjà entrepris la comptabilisation de leurs capitaux naturels en procédant à la compilation des comptabilités sur leurs ressources en eau ainsi que sur leurs ressources énergétiques et minières afin de pouvoir assurer leur gestion efficace ou d'évaluer les arbitrages requis pour la prise de

diverses décisions en matière de développement. Le rapport est accessible en cliquant [ici](#).

Nouvelles concernant le personnel



Vladimir Mikhalev, membre d'une valeur inestimable de l'Équipe régionale de l'IPE Europe et Asie centrale, est décédé en juillet 2012. Il manque cruellement à la famille IPE non seulement en sa qualité de spécialiste des questions liées à la pauvreté et de la dimension sociale du développement, mais aussi en tant qu'un ami cher.



Koen Toonen a été retenu pour une mission temporaire en qualité de Chef du Bureau auxiliaire du PNUD à Garowe, en Somalie. En principe, cette mission durera jusqu'à mi-juin 2013 ; après quoi il compte retourner à sa fonction actuelle de Coordonnateur régional de l'IPE. La mission doit débiter le 22 octobre 2012.



Charlie Avis est entré à l'IPE en qualité de Chargé de programme basé au PEF à Nairobi. Depuis 20 ans, il travaille sur l'interface population-environnement, d'abord en milieu universitaire, puis au sein du secteur privé, et plus récemment pour le WWF (élaboration des politiques et postes sur le terrain) en Afrique, en Asie, en Europe et dans le Pacifique. Il est détenteur d'un diplôme du premier cycle universitaire en géographie (UCL, au Royaume-Uni) et d'une maîtrise en développement rural (UCD, en Irlande), et il est l'auteur du livre intitulé "*Business from and for Nature*" qui récapitule les résultats d'une Initiative paneuropéenne de qui s'est déroulée sur 6 ans et qui traite du développement réussi de mécanismes de travail qui sont à la fois bons pour les gens, les activités commerciales et l'environnement. Le poste le plus récent qu'il a occupé sur le long terme était celui de Directeur de conservation du WWF, Programme du Pacifique basé dans les Îles Fidji. Il peut être contacté à l'adresse suivante: charles.avis@unpei.org.



Moa Westman qui est entrée à l'IPE en tant qu'administrateur auxiliaire (JPO), est basée au PEF, à Nairobi. Elle a passé ces deux dernières années sur des travaux exécutés pour le compte du Groupe Suzlon et portant sur la voie à suivre en vue de parvenir à un équilibre entre la croissance des entreprises, la viabilité environnementale et le développement rural. Elle est détentrice d'une maîtrise en science politique, avec dominante en études sur le développement. Sa thèse de maîtrise portait sur le thème : 'Responsabilité sociale des entreprises à travers l'établissement de partenariats public-privé - Implications pour la société civile et l'autonomisation des femmes en Inde.' Moa a auparavant travaillé sur des projets de gestion des ressources en eau et de développement communautaire en Éthiopie et en Équateur. Elle peut être contactée à l'adresse suivante: moa.westman@unep.org.



Zulfira Pulatova, directrice du projet national IPE Tadjikistan, a quitté son poste pour poursuivre des recherches à l'étranger. Le Bureau national du PNUD va donc procéder au recrutement d'un nouveau directeur.

L'espace IPE sur Teamworks



'Teamworks' est une plateforme institutionnelle onusienne sur la gestion du savoir qui a été mise en place en vue de promouvoir le partage des connaissances entre les agences des Nations unies et les partenaires extérieurs, notamment les gouvernements et la société civile. L'[Espace IPE sur Teamworks](#) sert de plateforme à l'échange des connaissances sur les questions liées à la problématique des liens pauvreté-environnement à travers des forums de discussion, des blogs et des articles de journaux.

Les activités récemment menées dans ce cadre portent ont entre autres trait à un forum électronique de discussion autour du thème: *Promouvoir le développement durable: le cas des industries extractives (IE) animé par l'Équipe du PNUD Asie et Pacifique chargée du développement et de la croissance inclusives (AP-IGD)* qui a pour vocation: i) d'améliorer la compréhension de l'incidence économique, environnementale et sociale des IE du point de vue du développement humain, et ii) de mener la réflexion sur les moyens propres à assurer la gestion des IE de manière à pouvoir consacrer les recettes au développement durable.

Pour s'inscrire à ce forum, veuillez adresser un courriel aux adresses suivantes : devika.iyer@undp.org et charles.avis@unep.org.

Veuillez adresser vos contributions à: devika.iyer@undp.org et à charles.avis@unep.org